

ASSEMBLÉE NATIONALE

31 août 2018

CROISSANCE ET TRANSFORMATION DES ENTREPRISES - (N° 1088)

Non soutenu

AMENDEMENT**N ° 882**

présenté par

Mme Louwagie, M. Straumann, M. Quentin, Mme Beauvais, M. Bony, M. Nury, M. de Ganay,
M. Dive, M. de la Verpillière, M. Perrut, Mme Lacroute, Mme Valérie Boyer, M. Viry, M. Menuel,
M. Cherpion, M. Hetzel, M. Viala et M. Rolland

ARTICLE 57

Après l'alinéa 9, insérer les alinéas suivants :

« 2° *bis* Après le cinquième alinéa de l'article L. 3312-5, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 5° Par la décision unilatérale de l'employeur dans les entreprises de moins de 50 salariés. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Afin d'encourager la diffusion des dispositifs d'épargne salariale dans les entreprises de moins de 50 salariés, cette disposition offre la possibilité, et non l'obligation, à l'employeur de mettre en place des accords d'intéressement de manière unilatérale.

Cette procédure de simplification s'ajouterait aux modes de mise en place actuels ainsi qu'aux avenants et s'alignerait sur les autres dispositifs, PEE et PERCO, qui prévoient déjà cette mesure pour palier la faible représentation syndicale dans les PME et TPE.